



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
10 rue des Salenques
09000 Foix

Foix, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CÉMEX Granulats Sud-Ouest

13 rue des Lacs - BP 25112
Lespinnasse
31150 Fenouillet

Références : 2026/68-69
Code AIOT : 0006802032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2026 dans l'établissement CÉMEX Granulats Sud-Ouest implanté RD 820 - ZI Jambourt Les parisés 31550 Cintegabelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CÉMEX Granulats Sud-Ouest
- RD 820 - ZI Jambourt Les parisés 31550 Cintegabelle
- Code AIOT : 0006802032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Cemex Granulats Sud Ouest exploite sur le territoire de la commune de Cintegabelle, une carrière de matériaux alluvionnaires. Dans le cadre de la remise en état du site, elle est autorisée à remblayer une partie de son site avec des matériaux inertes dont certains dits K3+ répondant aux critères de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 25/08/2008, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Inertes K3+	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 25/08/2008, article 19	Sans objet
3	Casiers de stockage des inertes K3+	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4	Sans objet
5	Plan	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit améliorer la traçabilité des déchets qu'il reçoit en demandant systématiquement à la société Séché Eco Service de lui transmettre l'identité des producteurs des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2008, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Article 19 Sécurité du public Article 19.1 Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière et des installations doit être contrôlé. Article 19.2 L'accès au site d'exploitation à partir des voies publiques doit être équipé de barrières fermées en dehors des heures d'activité. L'accès au site et l'évacuation des matériaux sont réalisés par la RN 20 par le carrefour aménagé. L'exploitant entretient la voie entre l'entrée de son exploitation et ce carrefour sur les portions dont il est propriétaire. Article 19.3 L'interdiction d'accès au public doit être affichée en limite de l'exploitation, à proximité de chaque accès et en tout autre point défini par l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un portail en entrée de carrière ainsi que de barrières au niveau des autres accès. L'exploitant a expliqué que la zone des installations était entourée d'un merlon et clôturée. Enfin ce dernier a précisé que les têtes des tapis de laine sont situées dans des enclos protégés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2008, article 31</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, phasage d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 Extraction</p> <p>L'exploitation s'effectue à ciel ouvert selon le plan joint en annexe au présent arrêté. Le réaménagement est coordonné avec l'extraction.</p> <p>L'extraction des matériaux porte sur toute la hauteur disponible du gisement.</p> <p>Suivant la superficie de la phase à exploiter, l'extraction de matériaux est réalisée à l'excavateur à godet, à la pelle hydraulique ou au chargeur.</p> <p>Les matériaux sont évacués par bandes transporteuses jusqu'aux installations de concassage-criblage.</p> <p>Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a comparé le plan d'exploitation annuel avec le prévisionnel de phasage défini en annexe de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Il ressort de cette comparaison que l'exploitation, qui devrait être en phase 4, n'est en fait qu'en milieu de phase 2 et accuse un retard d'une phase et demi qui correspond à environ 7 ans de retard.</p> <p>Le réaménagement coordonné est quand à lui en fin de phase 1 ce qui est cohérent avec une exploitation réelle en milieu de phase 2.</p> <p>L'exploitant justifie ce retard de phasage par une exploitation à environ 500 000 T par an au lieu des 1 000 000 T autorisées.</p> <p>L'exploitant a expliqué être en train de mener les études nécessaires en vue du dépôt d'une demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre à l'inspection des installations classées un rétro planning de sa demande de

renouvellement extension, - procéder au calcul et à l'actualisation des garanties financières de la carrière pour que ces dernières correspondent à l'exploitation et au réaménagement actuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Casiers de stockage des inertes K3+

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4
Thème(s) : Autre, Caractéristiques des casiers
Prescription contrôlée : Les déchets répondant aux caractéristiques de l'article 6 et l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précités ne sont acceptés sur site que pour effectuer du remblaiement hors d'eau et sur des parcelles ayant fait l'objet d'un régalage préalable d'une couche de 50 cm de fines argileuses provenant du système de recyclage des boues.
Constats : L'exploitant a expliqué que les matériaux inertes K3+ sont déposés dans des casiers réalisés avec les fines de lavage. Afin de s'assurer de l'épaisseur de 50cm, des piges sont disposées avant l'étalement des boues de lavage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inertes K3+

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées susvisé est accompagné à son entrée sur site de résultats d'analyses correspondant aux paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité. En cas d'absence d'analyses, le lot est isolé sur une aire spécifique dans l'attente soit de la réalisation des analyses, soit de leur reprise par le producteur.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les Documents d'Acceptation Préalable (DAP) étaient accompagnés d'analyses correspondant aux paramètres de l'annexe II de l'AM du 12/12/2014. Cependant les DAP et analyses consultés par sondage amènent les remarques suivantes de l'inspection des installations classées :

- Le producteur renseigné sur les DAP est quasi exclusivement Séché Eco Service qui est en pratique l'exploitant d'une station de transit des déchets inertes. Le fait que Séché Eco Service se positionne comme producteur du déchet induit une rupture de traçabilité.
- l'analyse du DAP 26-J592-158 montre un pH sur lixiviat de 12,5 ce qui décline le déchet de la catégorie des déchets inertes.
- certains DAP concernant des déchets provenant a priori de l'ancien site AZF montre des taux de contamination élevés en métaux (Pb, Cu et Zn) hors lixiviats. Si ces teneurs ne représentent pas une non conformité réglementaire en soit, leur mise en casier avec des déchets au pH élevé pourrait provoquer des relargages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à ce que la traçabilité des déchets soit améliorée en disposant pour chaque lot provenant d'une station de transit, d'un document précisant le ou les noms des producteurs des déchets constituant le lot.

L'exploitant doit également veiller à n'accueillir que des déchets dont le pH est équivalent à celui du fond géochimique de son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 6

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Le plan d'exploitation du stockage dans la carrière réaménagée fait apparaître distinctement les zones remblayées avec des inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

Constats :

La consultation du plan d'exploitation annuel a montré que les zones où sont utilisés des matériaux inertes de type K3+ en remblaiement sont bien identifiées.

Type de suites proposées : Sans suite